

# LE POINT SUR LE CONGRÈS DU SYNDICAT DES MÉTALLOS

## JOUR 2

### RENFORCER LE POUVOIR DE NÉGOCIATION

Congrès statutaire de 2008 du Syndicat des Métallos



## Les délégués améliorent le Fonds de grève et de défense et frayent la voie à la première vice-présidente

Hier, le Congrès statutaire du Syndicat des Métallos de 2008 a approuvé par une écrasante majorité des résolutions permettant d'améliorer le Fonds de grève et de défense et d'élargir le Bureau exécutif international (BEI).

Le Congrès a adopté une modeste augmentation de trois (3) cents l'heure par une forte majorité de voix après que les délégués de partout au pays se soient levés pour témoigner leur soutien à la proposition d'augmenter les niveaux des indemnités de grève et de lockout versées aux membres qui en ont besoin.

« Nous devons nous battre lorsque les employeurs nous forcent à le faire, a déclaré le vice-président international Fred Redmond, qui a présidé le débat. Nous n'avons pas d'autre choix que d'assurer à nos membres sur la ligne de piquetage les ressources dont ils ont besoin de sorte que les employeurs ne puissent jamais nous faire crever de faim. »

Par suite de l'approbation, les indemnités de grève hebdomadaires versées aux sections locales augmenteront du maximum actuel de 115 \$ par gréviste à 150 \$. Dans deux ans, les indemnités passeront à un maximum de 200 \$ par semaine.

Les soins médicaux d'urgence pour les membres et leurs familles seront augmentés afin d'offrir une protection à plus faibles coûts sans franchise ni exclusion d'états de santé antérieurs.

« Ce débat concerne notre avenir, a déclaré le président international Leo W. Gerard aux délégués. Nous allons montrer aux employeurs multinationaux qu'ils ne peuvent nous régenter, ni vous ni moi, ni aucun de nos membres. »

Depuis sa création il y a 40 ans, le Fonds de grève et de défense a versé 1,1 milliard de dollars aux sections locales pour aider les membres durant les conflits de travail. Au cours de la dernière décennie, quelque 115 000 membres ont, au total, bénéficié de plus de 300 millions de dollars en indemnités de grève.

La modification constitutionnelle augmentera la cotisation soit d'un quinzième de pourcentage (0,15 pour cent) du salaire mensuel total d'un membre, soit, au choix de la section locale, de trois cents (0,03 \$) l'heure jusqu'au 31 décembre 2012 et,

par la suite, de 0,15 pour cent.

Le vote a mis fin à des mois de délibérations aux États-Unis et au Canada sur la façon de veiller à ce que le Fonds soit en mesure de protéger et de défendre les membres pendant les grèves qui deviennent plus ardues et plus longues – et durent en moyenne 26 semaines.

Le Fonds, qui a vu le jour à l'occasion d'un congrès spécial en 1968, verse aux sections locales des fonds hebdomadaires pour aider les membres lorsqu'ils en ont besoin. Il offre une assurance médicale d'urgence aux membres et leurs familles afin d'éviter des pertes catastrophiques pendant les grèves.

Le Fonds appuie également des programmes de formation, tels le cours Renforcer le pouvoir, et aide à couvrir les frais de la communication efficace d'information au public et des campagnes contre les entreprises affichant un comportement difficile.

Pour ceux et celles qui ne peuvent pas légalement faire la grève, comme les employés du secteur public, le Fonds leur assure une aide juridique pour l'arbitrage des différends, la médiation et les audiences devant le conseil des relations industrielles. Il défraie également la représentation par avocat dans les cas de poursuites, y compris contre ceux qui tentent de restreindre notre droit de faire la grève.

Avant de s'attaquer à la question de la cotisation, les délégués ont approuvé à une écrasante majorité la création d'un nouveau poste de vice-président hors-cadre, poste qui, pour la toute première fois, devrait être confié à une femme.

Le nouveau poste sera rempli par une « femme extrêmement qualifiée » qui a gravi les échelons de sa section locale, a déclaré Leo Gerard aux délégués qui l'ont applaudi.

« Montrons ce pour quoi nous luttons, a dit Leo Gerard en exhortant les délégués à donner leur approbation. Montrons que nous ne craignons pas l'avenir et que le syndicat accueille les personnes de toutes les couleurs et de toutes les races, et qu'une femme peut accéder à n'importe quel poste au sein du syndicat et faire tout ce qui doit être fait. »

# Richard Trumka met les délégués en présence des dangers de préjugé racial pendant les élections présidentielles

Dans un fervent appel aux délégués du Syndicat des Métallos, le secrétaire-trésorier de la FAT-COI, Richard Trumka, a lancé une mise en garde à l'effet que les syndicalistes ne peuvent se permettre d'« ignorer le fait qu'il y a beaucoup de gens » qui pourraient ne pas voter pour Barack Obama parce qu'il est Afro-américain.

« Bon nombre d'entre eux sont de bons syndiqués, a-t-il affirmé. Ils ne peuvent tout simplement pas s'empêcher de penser qu'il y a quelque chose de "mal" à voter pour un homme de race noire. »

« Eh bien, celles et ceux d'entre nous qui sont plus avisés ne peuvent se permettre de laisser faire, de dire le secrétaire-trésorier, citant le leader politique anglais du 18<sup>e</sup> siècle, Edmund Burke, qui a dit : "La seule chose qui permet au mal de triompher est l'inaction des hommes de bien". »

« Il n'y a pas de mal, a déclaré Richard Trumka, qui a infligé plus de douleurs et de souffrances que le racisme. Et c'est une chose que nous, au sein du mouvement ouvrier, devons tout spécialement contester parce que nous savons mieux que quiconque comment le racisme sert à diviser les travailleurs. »

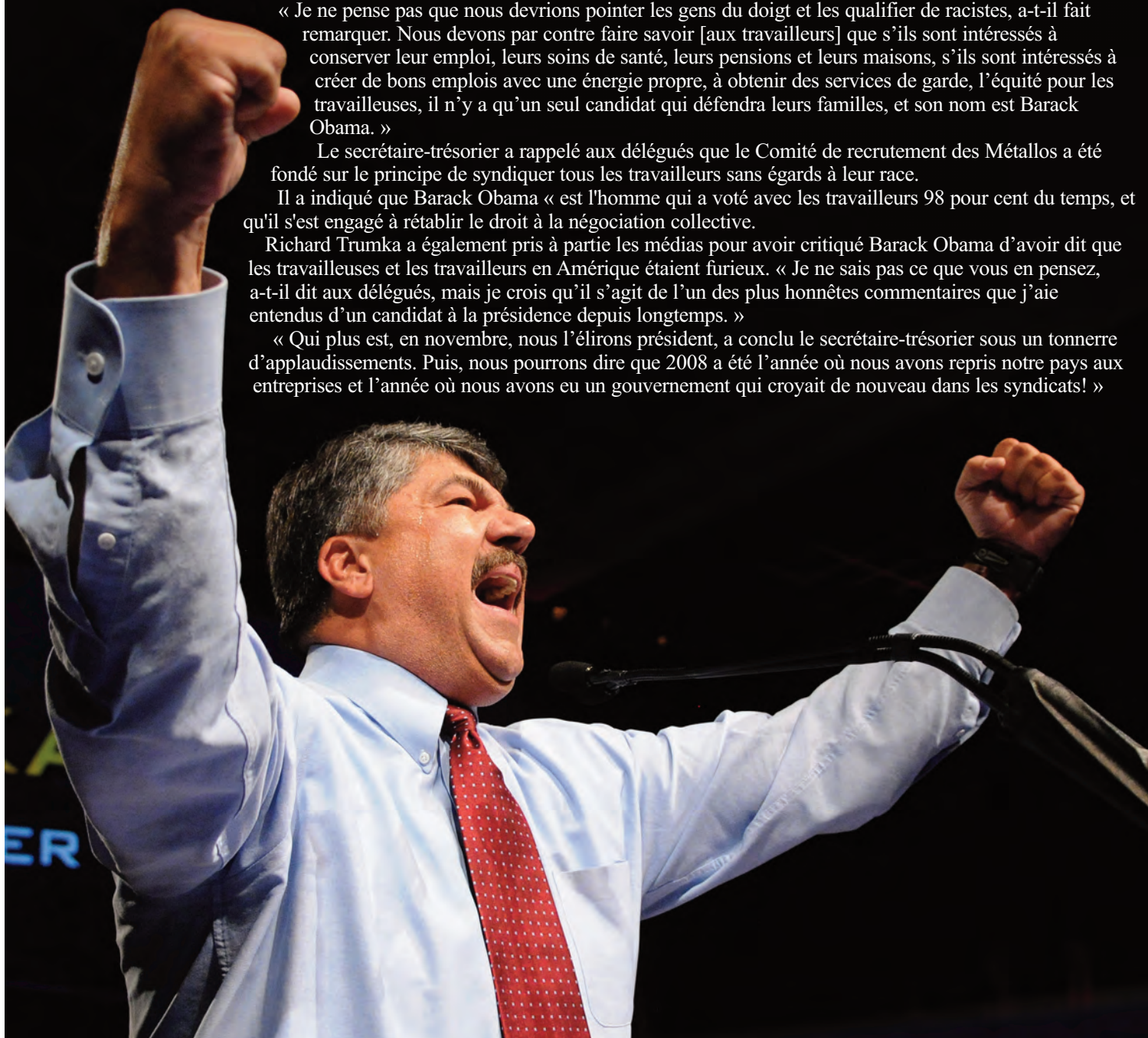
« Je ne pense pas que nous devrions pointer les gens du doigt et les qualifier de racistes, a-t-il fait remarquer. Nous devons par contre faire savoir [aux travailleurs] que s'ils sont intéressés à conserver leur emploi, leurs soins de santé, leurs pensions et leurs maisons, s'ils sont intéressés à créer de bons emplois avec une énergie propre, à obtenir des services de garde, l'équité pour les travailleuses, il n'y a qu'un seul candidat qui défendra leurs familles, et son nom est Barack Obama. »

Le secrétaire-trésorier a rappelé aux délégués que le Comité de recrutement des Métallos a été fondé sur le principe de syndiquer tous les travailleurs sans égards à leur race.

Il a indiqué que Barack Obama « est l'homme qui a voté avec les travailleurs 98 pour cent du temps, et qu'il s'est engagé à rétablir le droit à la négociation collective.

Richard Trumka a également pris à partie les médias pour avoir critiqué Barack Obama d'avoir dit que les travailleuses et les travailleurs en Amérique étaient furieux. « Je ne sais pas ce que vous en pensez, a-t-il dit aux délégués, mais je crois qu'il s'agit de l'un des plus honnêtes commentaires que j'aie entendus d'un candidat à la présidence depuis longtemps. »

« Qui plus est, en novembre, nous l'éliions président, a conclu le secrétaire-trésorier sous un tonnerre d'applaudissements. Puis, nous pourrions dire que 2008 a été l'année où nous avons repris notre pays aux entreprises et l'année où nous avons eu un gouvernement qui croyait de nouveau dans les syndicats! »





## « Laissons l'esprit syndical s'emparer du pays », de dire la membre du Congrès Stephanie Tubbs Jones aux délégués

Dans un discours stimulant qu'elle a adressé aux délégués mardi, la membre du Congrès Stephanie Tubbs Jones, la première afro-américaine de l'Ohio élue à la Chambre des États-Unis, a insisté auprès des délégués qu'ils ne doivent pas s'attendre à une intervention divine s'ils espèrent mener les Américains dans une nouvelle direction.

Encourageant un militantisme sans précédent au cours des élections qui auront lieu en novembre prochain, elle a déclaré : « Il y en a qui croit que Dieu va tout arranger. Il ne s'agit pas là de foi, mais plutôt de superstition. »

Faisant référence au président George Bush et à son cabinet, elle a ajouté : « Les renards sont dans notre maison et il est temps de les mettre à la porte! » Puis, elle a brièvement décrit les renards comme suit :

- George Bush, qui a travaillé pour une société d'exploration pétrolière.
- Dick Cheney, qui était PDG de Halliburton.
- La secrétaire d'État Condoleezza Rice qui a siégé au conseil d'administration de Chevron, et qui avait même un pétrolier qui portait son nom.

La seule façon de renverser la politique énergétique, a-t-elle indiqué clairement, est d'élire Barack Obama.

Stephanie Tubbs Jones, qui a appuyé la candidature de la sénatrice Hillary Clinton, a exhorté les délégués à s'unifier et à soutenir le candidat démocrate présomptif à la présidence.

« Je ne vous dis pas pour qui voter, a-t-elle ajouté en plaisantant, mais je vous dis de voter pour Barack Obama. »

Soutenant la revitalisation de l'industrie de la fabrication, la membre du Congrès a raconté « avoir été parmi les retraités chez LTV et avoir entendu l'entreprise leur dire « qu'ils pouvaient prendre leur retraite, qu'ils recevraient des avantages ». Puis, le pire est arrivé, et le pire se trouvait dans les détails.

Elle a déclaré : « Le temps est venu pour vos représentants au Congrès de vous défendre. Et je vous promets, je le ferai. »

Pour conclure, elle a repris les mêmes vers du poème qu'elle a cités au début de son discours :

« Laissons l'esprit syndical s'emparer du pays. Laissons le pouvoir syndical envahir toutes les femmes et tous les hommes. »

## Le président de la FIOM dénigre la mondialisation : « Il n'existe pas de droits de la personne aux termes du libre-échange »

Le président de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM), Jurgen Peters, a déclaré aux délégués mardi que la mondialisation s'attaquait violemment aux droits des travailleuses et travailleurs tant dans le monde développé que dans celui en développement.

En s'adressant aux congressistes en allemand avec l'aide d'un interprète, Jurgen Peters a cité l'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 des Nations Unies qui stipule : « Toute personne a droit au travail. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal, et quiconque travaille a droit à une rémunération lui assurant une existence conforme à la dignité humaine. »

Au lieu de cela, la mondialisation « met impitoyablement les travailleurs en concurrence, donne lieu à la rationalisation des emplois, engendre le déclin des salaires, aggrave la sécurité et accroît l'inégalité partout dans le monde.

« Ces changements nuisent de plus en plus à nos sociétés, a-t-il ajouté, tout comme « l'utilisation non contrôlée des ressources qui font des dommages à l'environnement et menacent la vie des générations futures. »

Il a terminé en disant qu'il fallait attacher une plus grande importance à la Déclaration universelle des droits de l'homme qu'aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), puis, il a ajouté : « Il n'existe pas de droits de la personne aux termes du libre-échange. »

Le président de la FIOM a également qualifié le soutien continu du Syndicat des Métallurgistes aux mineurs mexicains du syndicat Los Mineros « d'exemple fantastique de solidarité mondiale ».

« C'est pourquoi j'espère que vos efforts pour créer un syndicat mondial seront fructueux », a-t-il conclu.

